



Congrès des Maires ruraux de France

Nohant-Vic

18 octobre 2014

Madame la Ministre, Monsieur le Préfet,
Madame la maire-adjointe de Nohant-Vic,
Mmes MM les présidents d'associations départementales de maires ruraux,
Mesdames et Messieurs les maires, Chers collègues de l'Indre,
M. le Président de l'AMI
Madame et Messieurs les parlementaires,
Monsieur le président du Conseil Général, Mesdames et Messieurs les CG
Monsieur le président du Conseil Régional, Mesdames et Messieurs les CR
Mesdames et Messieurs,
Chers Amis,

Madame la Ministre.

Je mesure l'inconfort qui est le vôtre, non pas à l'idée de venir devant un parterre d'élus dont il se dit à Paris qu'ils sont sans pitié pour les officiels qui se risquent à les rencontrer, mais parce que l'avenir de votre ministère au sens de votre mission est en suspens. Je peux imaginer, humainement parlant, les sentiments qui vous animent devant une situation incertaine.

Elle a au moins un mérite. Elle vous fait toucher le ressenti de beaucoup d'élus, qui souffrent d'incertitude, de lassitude voire de fatalisme. C'est la leçon du terrain. Et il n'y a rien de tel pour saisir la réalité dans un monde de plus en plus virtuel, au point que depuis Paris, la note sonne parfois faux. Bien sûr vous pouvez choisir s'il s'agit de la note de musique puisque nous sommes à Nohant, ou bien s'il s'agit de la note, rédigée par vos collaborateurs.

Vous êtes la bienvenue Madame la ministre à notre congrès. Nous vous accueillons avec d'autant plus de plaisir, que nous ne savions pas hier si vous seriez des nôtres, du reste peut-être ne le saviez pas non plus.

La vie politique est loin d'être un long fleuve tranquille.

Les collègues ici présents, vous saluent. Ils sont venus de France entière, dans la diversité de leurs territoires, dans la diversité de leurs communes, dans la diversité de leurs villages. Et je fais une distinction entre la commune, notion administrative mais pas seulement, et la notion de village, qui porte en soi l'idée de communauté humaine, celle qui finalement nous porte, malgré les difficultés de toutes sortes à assumer avec fierté, la confiance qui nous est exprimée par nos concitoyens.

Madame la ministre, nous vous accueillons dans le Berry, et plus singulièrement dans le département de l'Indre. Vous êtes à Nohant chez une femme exceptionnelle George Sand, pour qui l'humain a toujours été un sujet de prédilection, de curiosité, d'observation. A travers ses correspondances et ses romans, elle a décrit la noblesse de la société rurale et la grandeur des plus humbles.

2

Cette dignité, cette combativité, cette détermination, vous l'avez rencontré tout à l'heure dès votre arrivée. La coïncidence fait que vous nous rendez visite, au moment où une catastrophe économique vient de frapper toute la région de La Châtre. Il est évident que les salariés de cette entreprise et les élus de ce territoire ne resteront pas les bras ballants et ils comptent sur vous pour porter aux plus hauts lieux, les exigences légitimes qui sont les leurs.

C'est en soutien, et au nom de tous les maires de l'Indre, que je porte exceptionnellement l'écharpe devant vous, pour tenir mon propos.

Ainsi vous êtes de plain pied dans la réalité, et je ne vous fais pas de procès d'intention, car je sais que vous connaissez très bien la réalité rurale pour en être issue. Une réalité que nombre de régions françaises malheureusement traversent.

Pour autant, nous, maires ruraux, avons été satisfaits de voir la demande récurrente de l'AMRF enfin concrétisée, la reconnaissance de la ruralité comme une compétence ministérielle à part entière.

La situation de notre pays exige un autre niveau de regard et de compréhension, qui dépasse la condition de chacun. En posant la question de manière un brin provocante, comme nous savons le faire ; un ministère de la ruralité, pour quoi faire ? Nous voulons contribuer utilement à la réflexion.

Le monde rural a besoin d'une vraie politique, identifiée et assumée.

Vous apporterez, je l'espère, une première série de réponses que nous sommes impatients d'entendre.

Malgré le désarroi de certains d'entre nous, je veux vous dire l'état d'esprit positif qui nous anime. Nos contributions sont à l'aune de l'urgence et de cette conviction que le monde rural doit enfin être vu et lu comme il se doit et non comme l'appendice ou pire aujourd'hui dans la terminologie techno-universitaire, d' « interstices ».

Je ne sais si les auteurs de ces études se mettent une fois à la place des destinataires de ces attaques, mais c'est d'une violence inouïe et une manifestation de mépris insupportable.

Nous discuterons durant ces deux jours et aurons l'occasion de poursuivre, je l'espère très sincèrement avec vous, ce travail.

Nous le ferons autour de trois idées, celle de la République (I), une et indivisible avec sa devise qu'il est sain de rappeler, Liberté, Egalité, Fraternité mais aussi celle de l'aménagement du territoire (II) qui doit en découler, profitable à tous, partout en France, y compris dans les DOM-TOM dont nous savons, maires ruraux, que la situation est à bien des égards comparables à la France rurale. Enfin, vient la question de l'organisation (III) et des outils.

Le débat public est trop largement pollué depuis des années, particulièrement ces derniers mois par des attaques sans fondement mais maintes fois répétées et reprises dans les médias.

Ce débat, il faut le remettre à l'endroit, dans l'ordre et savoir ne pas céder aux populismes de toutes formes. Tous ne sont pas incarnés par des partis. C'est parfois plus « subtil » et en filigrane avec une haute technocratie trop éloignée de notre réel pour en mesurer le rôle et la place dans notre démocratie.

I - La République. Nous sommes attachés aux trois notions de notre devise mais l'intitulé de votre ministère m'oblige à insister surtout sur la notion d'égalité. Egalité des territoires, égalité entre les citoyens. Ce doit être un crédo inlassablement répété à l'origine de toute décision publique, en intégrant autant le souci de répondre aux enjeux spécifiques de certaines catégories de population que les caractéristiques du lieu où ils vivent.

Je pense aux inégalités d'accès aux services publics, au numérique, aux transports, aux soins. Tous ici ont à l'esprit des illustrations concrètes.

Il faut aussi sortir des lieux communs qui n'ont d'autre utilité que celle du baume ou pire, du placebo. Du genre, le monde rural est riche de son potentiel ; phrase tarte à la crème. Nous le savons tous mais il le serait encore plus si l'Etat et les caciques des partis politiques commençaient par s'extraire d'une vision monomaniaque de notre aménagement du territoire qui ne considère que la métropole.

Sur le plan des dotations financières, on peut saluer l'ouverture du gouvernement sur l'obligation de supprimer les écarts de dotations. Mais à quel rythme et dans quelles proportions ?

Dans notre pays, un urbain ne peut plus valoir deux ruraux.

Ce mépris institutionnel doit cesser à l'encontre de tous nos concitoyens vivant dans nos campagnes.

Je suis fier, au nom de tous ceux qui sont dans cette salle et bien entendu partout en France que l'AMRF ait porté ce combat premier et fondamental. De principe même.

Je vous remercie tous d'avoir fait émerger ce débat partout dans vos départements. Le but est accessible, la mobilisation doit être renforcée pour que cet objectif soit atteint. Certes, les vents contraires sont forts et il faut maintenant le traduire dans la loi. 2016 semble possible même si cela n'a que trop duré.

Soyez certaine aussi Madame la Ministre, que les élus seront attentifs à ce qui sera donné d'une main ne soit pas repris de l'autre ! Personne n'est dupes des intentions de noyer certaines dotations identifiées dans des bassines polymorphes. Ni vu ni connu j't'embrouille.

La République, c'est aussi l'idéal démocratique et la proximité. Qui mieux que le rural l'incarne. A l'heure où l'on célèbre le génie universitaire français, je cite bien volontiers d'autres chercheurs, du CNRS à l'Université de Cergy Pontoise.

Ils ont mis en lumière l'attachement très fort des citoyens vivant à la campagne à la dimension démocratique des élections. Attachement très sensiblement plus élevé qu'en ville, avec une participation d'autant plus importante que la taille de la commune est petite, avec des écarts de 30 points de participation entre grandes villes et villages.

Cette donnée devrait faire réfléchir vos collègues et les administrations centrales.

Autre rengaine, le nombre de communes.

Il n'est pas un problème, mais une donnée.

La commune n'est pas de trop, elle est essentielle à la démocratie et constitue ce maillage irremplaçable pour mener au plus près des besoins l'action publique. Je le répète souvent, la question n'est pas ; n'y a-t-il pas trop de communes en France ? Mais plutôt, la commune est-elle utile ?

Quand certains de vos collègues disent ; il faut progressivement dévitaliser la commune, ils s'égarerent. Et quand la Cour des comptes dit, il faut verser les dotations des communes aux intercommunalités, il s'agit là d'une outrancière provocation, à laquelle nous ne resterons pas indifférents.

II - C'est l'occasion d'aborder rapidement l'enjeu de l'aménagement du territoire.

Autant le dire tout net, la politique menée depuis des décennies montre ses limites et surtout vient susciter ce que tout le monde condamne : avoir opposé développement des métropoles au détriment du monde rural.

Au passage il est cocasse de remarquer que ceux qui sur les estrades demandent à ne pas opposer villes et campagnes, sont tous des urbains bons teints ou des présidents d'agglomération qui portent dans leur action nombre des motifs de notre colère.

Dans les propositions que nous ferons, la prise en compte de la superficie doit être renforcée, tout comme celle de la densité.

A l'heure des grands enjeux climatiques, poursuivre comme il se fait dans toute les périphéries de villes, l'enchevêtrement des voiries dans le seul souci de traiter les problématiques de déplacement urbain est hallucinant, quand tant de besoin non satisfaits existent à la campagne.

Pourquoi, alors que l'on culpabilise les maires ruraux sur la consommation de l'espace agricole, on laisse encore des friches industrielles ou des emprises économiques avec de larges pelouses aux abords des bâtiments ?

Je le dis souvent, il faut changer de regard sur la ruralité.

Pour y parvenir, en plus de la recherche publique ou privée qui doit encore sortir davantage de leur paillasse urbaine comme le fait l'Inra, la confiance doit être renforcée et rééquilibrée en direction des acteurs ruraux. Les espaces ruraux dont des espaces d'accueils et de développement à part entière. Les élus des médiateurs, des facilitateurs, des stimulants. Encore faut-il que l'anarchie normative cesse et que les règles du jeu économique soient moins destructrices et meurtrières comme

III – Enfin vient la question du comment et des moyens.

Sans être dans le parallélisme systématique des formes, il y a des choses qui interpellent.

La politique de la ville a su s'immiscer dans les arcanes de l'Etat en 30 ans.

On pourrait d'ailleurs en analyser objectivement les résultats mais ce n'est pas le propos. Au-delà du volume financier concentré depuis des décennies pour des quartiers dont la population est équivalente au quart de la population rurale de notre pays, l'enjeu est de faire grandir le politique quant à la considération qu'il a pour l'espace rural.

Il nous faut doter collectivement, avec l'Etat, d'un leadership et d'une autorité publique forte incarnant la ruralité. Votre ministère est un marqueur mais sa fragilité dans l'histoire de la Vème République et dernièrement encore ce dont pourrait savamment parler cet après-midi Michel Mercier, dernier tenant du titre, montre le chemin encore à parcourir pour légitimer un monde rural vu autrement que comme un simple « grenier à blé ».

7

- Alors pourquoi pas une agence de la ruralité, pourquoi réduire à l'urbain les compétences de l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances ?
- Pourquoi pas une Agence nationale pour la rénovation rurale ?
- Pourquoi pas un Etablissement public national d'aménagement et de restructuration du commerce en milieu rural ?
- Pourquoi pas des contrats ruraux de cohésion sociale ?
- On le voit l'Etat sait être imaginatif pour la ville. Nous l'aiderons à l'être pour la campagne.

Mais le but n'est pas d'ajouter de la technostructure. Nous n'en raffolons pas, loin s'en faut.

Cette liste, incomplète, témoigne juste de l'hyper concentration des moyens, de l'intelligence et surtout du travail qui est devant vous pour rééquilibrer les choses.

Et surtout il faudrait sortir d'une politique rurale uniquement pensée en contrepartie, en rattrapage d'un oubli. Souvenons-nous de la chronologie des dispositions ...

Pôles de compétitivité pour les villes. Ha mince et les ruraux, ha oui !

Pôles d'excellence rurale, mais pour que le trompe l'œil soit parfait, on ne mobilise pas de fonds nouveaux, on réaffecte ce qui existe déjà.

Un mot, sans être trop long sur la réforme territoriale.

Entre parenthèse, ne vous affolez pas sur les dates des élections départementales et régionales... ça risque de changer, encore plusieurs fois. Je ferme la parenthèse.

Annoncée pour supprimer des syndicats et des élus, « rationaliser » moderniser, aller dans le sens de l'histoire etc. le bréviaire du réformateur, gouvernement après gouvernement, s'enrichit, parfois en usant d'artifices et de populisme. Les économies d'échelles jamais démontré, la concentration vendue sous l'appellation plus politiquement correcte de mutualisation.

Nous ne jouons pas ce jeu.

8

Simplifier oui, clarifier oui. Nous l'attendons toujours.

Mais nous ne voulons pas que la charrue soit mise avant les bœufs !

En clair, parler de la réforme territoriale avant de parler de la clarification des compétences est un non sens. Mais parler de répartition des compétences avant de parler aménagement du territoire est stupide.

Car c'est seulement lorsque nous aurons répondu à la question ; quel aménagement du territoire voulons-nous ? que nous pourrons définir l'architecture territoriale. Une structure, fut-elle administrative n'est jamais une fin en soi, elle n'existe pas pour elle-même – (ou ne le devrait pas) Elle existe pour répondre à un besoin, un objectif, un projet.

A moins, à moins, que le choix ne soit déjà fait, et dans ce cas il faut avoir le courage de nous le dire.

Allons-nous continuer cette fuite en avant de toujours plus de concentration ; des moyens, des activités, des humains, des pouvoirs, vers la strate urbaine supérieure en nombre, ou voulons-nous une répartition plus équilibrée. C'est véritablement un choix de société qui se pose à tous. Citoyens, Elus, Politiques, Etat,

Et arrêtons avec les faux semblants, les bassins de vie, les pôles de ceci, les pôles de cela, autant de notions pratiques et confortables pour capter les moyens au profit de quelques uns. « Pas de saupoudrage mais une politique volontariste et structurante » Ras-le-bol de ces verbiages qui finalement sont des alibis pour masquer une politique de copinage ou tenter de gérer de manière plus indolore une baisse des moyens.

Pour finir, Madame la Ministre, vous allez nous parler des prochaines assises des ruralités. Certes. Vous pouvez compter sur notre participation active. Mais attention, nous n'entendons pas être alibis de concertation. Nous ne voulons pas reproduire l'épisode malheureux il y a 2 ans des assises de la démocratie territoriale organisées par le Sénat.

Et nous posons d'ores et déjà quelques principes de bases.

- Pas d'expérimentations à dose de granulés homéopathiques comme il s'en fait depuis plus de 20 ans sous tous les gouvernements. Et sans vouloir être désobligeant, même si je le suis, et je m'en excuse par avance, 5000 projets de revitalisation de bourgs c'est un peu chiche, ça ne va pas changer la face de la ruralité et ça va faire beaucoup de déçus.
- Que si des expérimentations se révèlent concluantes, qu'elles soient très généralisées,
- En, matière de mutualisation, ce qui est à mes yeux la vraie réponse à la mutation des territoires et pas seulement ruraux mais aussi à la baisse des moyens financiers, hé bien que vous soyez en capacité de taper du poing sur la table, si d'aventures des opérateurs de services publics ou de services au public seraient récalcitrants, (par mansuétude je terrais ici les noms, et de toute façon, nous les connaissons)

Pour entrer dans ce débat, rien ne vaut l'humour tant la situation est grave.

Grave par ce que l'Etat assèche les collectivités avec si j'ose une prime contre les communes puisqu'elles assument près de 50 % de la baisse !

Grave parce que nous même élus nous nous sommes laissés contaminés par le discours sur « l'Etat n'a plus d'argent ». Pourtant, il continue d'en rajouter en faveur de la réorganisation des services des agglomérations en métropole quand il supprime des moyens pour l'ingénierie publique rurale ou oublie d'en donner suffisamment pour les nouveaux rythmes scolaires.

C'est bien la preuve que l'action de l'Etat peut être inversée, modifiée et rendue conforme à une réalité bien tangible, n'oublions pas que de plus en plus de citoyens s'installent à la campagne ; que la répartition à l'intérieur d'une enveloppe peut toujours être modifiée.

Je forme le vœu que votre ministère marquera une première inflexion.

Elle est indispensable.

Je sais votre conviction sincère et votre souci réel.

Je crains juste une marge de manœuvre limitée tant les pressions sont fortes, tant la pensée unique technocratique est prégnante.

- J'aimerais juste que l'on mette autant d'énergie et de moyens à développer une certaine idée de la démocratie de proximité incarnée par la commune qu'on en met pour vendre le concept de la commune nouvelle,
- j'aimerais juste que l'on retrouve le sens originel de la communauté de communes qui est la coopérative de communes et non ce qui à terme doit l'avaler hier à 5 000, demain à 20 000 et ensuite ? qui dit mieux ?
- j'aimerais juste que l'on respecte la structure départementale car elle est à la fois l'outil de proximité et de solidarité territoriale

- j'aimerais juste que la région soit un espace de structuration du territoire en charge des compétences essentielles d'aménagement du territoire comme la mobilité, l'emploi, la recherche, la transition énergétique mais pas une principauté comme Andorre ou Monaco, plus grande en superficie certes, mais sans les moyens financiers.

Vous pouvez compter sur l'énergie des maires ruraux pour vous aider à construire d'autres visions, d'autres ambitions, et ouvrir quelques portes symboliques ou réelles.

L'AMRF pendant après ce congrès y contribuera de manière déterminée et optimiste.

Nous saurons nous faire entendre des pouvoirs publics et des citoyens.

Je vous remercie.